

# ANTIRESSE

N° 304 | 26.9.2021

**Swiss Mad Vax**

**Affaire Berset**

**Démence Australie**

**Reset, mode d'emploi**

**Lire Chesterton**

Observe • Analyse • Intervient



LE BRUIT DU TEMPS par Slobodan Despot

## Swiss Mad Vax (Journal de Coronafoirus, 17)

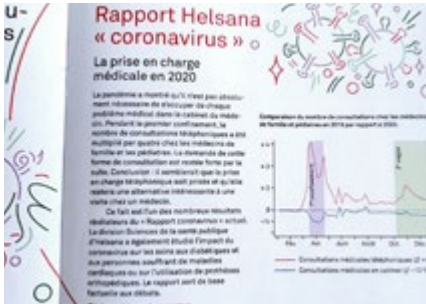
**C'**EST L'AUTOMNE DE LA CACOPHONIE. ALORS QUE CERTAINS PAYS LÈVENT LES MESURES ET QUE D'AUTRES ENTRENT EN GUERRE CIVILE, LA SUISSE AVEC SON VERROUILLAGÉ SANITAIRE ET SES INCANTATIONS VACCINALES RAPPELLE AU MONDE QU'ELLE EST LE CENTRE GÉOGRAPHIQUE ET OPÉRATIONNEL DU «GREAT RESET». LE SCANDALE QUI COMPROMET SON MINISTRE DE LA SANTÉ EST À LA FOIS TRÈS MAL VENU ET RÉVÉLATEUR DU PROFIL DES «ÉLITES» QUI PILOTENT LA NOUVELLE NORMALITÉ. C'EST POURQUOI LES MÉDIAS DE GRAND CHEMIN ESSAIENT DE LE CAMOUFLER À TOUT PRIX.

### 20.9.2021. UNE TAPAGEUSE DISCRÉTION

J'ai lancé autour de moi une question primaire: *vos caisses maladie vous incitent-elles à la vaccination?* En théorie, les assureurs devraient être au moins aussi pressés que le gouvernement, car il y va de leur

poche et de leur bilan: un vacciné, c'est un dossier de soins en moins, non? Connaissant l'avidité de ces corporations à optimiser leurs marges, on s'attendrait à ce qu'elles distribuent gratuitement les doses, les seringues et le billet de train jusqu'au vaxidrome et retour. Avec

leur poids dans la vie des Suisses, elles pourraient à elles seules mobiliser pratiquement tout le cheptel. En théorie, mais en fait... pas tellement. Je n'ai pas le courage de lire les mièvreries barbituriques rédi-gées par des communicateurs à sec d'idées et de talent que m'envoie la caisse à laquelle je suis légalement astreint de verser ma dîme, et que je ne sollicite jamais, mais les échos indiquent que les assurances ne trempent pas dans cette piscine-là. Ou du bout des orteils. Comme me l'écrit un lecteur, photo à l'appui:



«J'ai reçu le journal de mon assurance maladie. Absolument rien sur la vaccination. Juste un écran de fumée incompréhensible. Tant que les assurances maladie n'en parlent pas, le phénomène est inexistant.»

En Suisse, le lobby des assurances détient un tel pouvoir que la médecine y est pour ainsi dire devenue, selon l'expression du docteur Deslarzes (l'auteur de *Hippocrate enchaîné*), un service vétérinaire soumis non à l'intérêt de l'animal mais à celui du payeur, en l'occurrence la caisse. Les assureurs possèdent un nombre

confortable d'élus au parlement et de ministres fédéraux<sup>(1)</sup>. Les autorités politiques et médicales n'ont donc rien à leur refuser. Comment inter-préter leur silence, sinon comme une prudente réserve motivée, peut-être, par l'accès à des données que le public ignore et que les journalistes ne réclament pas?

A l'heure où les médias de grand chemin matraquent *ad nauseam* sur la vaccination, le *wait and see* des assureurs est un signal faible auquel on peut prêter l'oreille.

### 21.9.2021. AVEUX COMPLETS

Nous avons publié la semaine dernière la troisième lettre au Conseil fédéral suisse de Me Schröter, avocat, demandant des explications à l'exécutif au sujet de ses décisions un peu loufoques dans la gestion pandémique. Silence radio. Me Schröter, dont la base de soutien citoyenne a considérablement augmenté entretemps, a écrit cette semaine une quatrième missive, nettement plus brève et plus pressante. Toujours rien. Le mécanisme de la démocratie suisse est trop vertueux et bien huilé pour que les membres de l'exécutif perdent leur temps à renseigner des avocats.

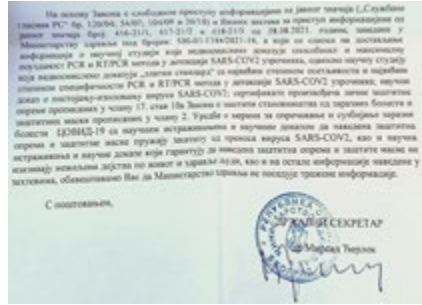
A moins que leurs *spin doctors* leur aient conseillé la seule bonne politique en cas de grosse crise: se mettre aux abonnés absents. Silence total! Accuser réception, c'est déjà *prendre connaissance*. Répondre, c'est entrer en débat. Or entrer en débat aujourd'hui, c'est se priver de

l'argument d'autorité, seul encore opérant.

C'est ce qu'ont pu constater les Espagnols qui suivaient le premier débat télévisé *ouvert* sur la vaccination. Au moment où des médecins sceptiques ont avancé les statistiques officielles des morts causées par les vaccins (celles du VAERS et de divers instituts de référence), l'ex ministre de la santé María Luisa Carcedo a précipitamment *quitté le plateau* pour «ne pas être complice», autrement dit devoir valider par sa simple présence des chiffres que personne du reste ne conteste, aussitôt suivie du président du collège médical Manuel Martínez-Sellés. Abandonner le champ de bataille en laissant les adversaires face à deux fauteuils vides est une erreur fâcheuse que les ministres suisses, encadrés par leurs derviches tourneurs de mots, n'auront pas commise.

Confronté à un semblable dilemme, le gouvernement de Serbie a choisi la voie opposée. Sur la base de la Loi sur le libre accès aux informations, une association de citoyens avait adressé au ministère de la Santé des questions élémentaires sur la détection du Covid et les moyens de protection mis en place. Le secrétaire d'État à la santé a répondu avec une promptitude inhabituelle. Voici sa missive datée du 1er septembre 2021:

«Sur la base de la Loi sur le libre accès aux informations d'intérêt public (...) et vos requêtes quant à l'accès aux informations d'intérêt public n°(...) du 28.8.2021 (...)



et ayant trait à la livraison d'informations relatives à une **étude scientifique prouvant sans équivoque la capacité et la fiabilité des méthodes PCR et RT/PCR** dans la détection du SARS-CoV-2 (...); à la **preuve scientifique de l'existence ou de l'isolation du virus SARS-CoV-2**; aux certificats des producteurs d'équipements de protection personnelle prescrits par l'art. 17 al. 10a (...) comportant des **recherches et preuves scientifiques que lesdits équipements et masques offrent une protection contre la transmission du virus SARS-CoV-2**, de même qu'à des **recherches et preuves scientifiques garantissant que lesdits équipements et masques ne provoquent pas d'effets indésirables sur la vie et la santé humaines**, ainsi qu'aux autres informations citées dans votre requête, nous vous informons que **le ministère de la Santé n'est pas en possession des informations demandées.**

Dr Mirsad Djerlek, Secrétaire d'État»

Les passages en gras sont de notre fait. Récapitulons: le gouvernement de Serbie admet officiellement ne pas posséder de preuves a) que les

tests PCR servent à quelque chose, b) que les équipements de protection soient utiles et fiables c) que ces équipements soient non nocifs, ni même d) que le virus SARS-CoV-2 ait été isolé.

Comment comprendre une franchise aussi désarmante? Peut-être faut-il lire entre les lignes?

Je me permettrai une supposition. Comme les autres pays, la Serbie est poussée à appliquer le pass sanitaire. Elle a été dès 2020 un «paradis» vaccinal et même un laboratoire, vaccinant précocement sa population et lui laissant le choix entre toutes les offres du marché (voir notre reportage «Serbie, en terrain vaccidenté», AP280 | 11/04/2021). L'enthousiasme populaire pour les vaccins s'est tari à mesure que leur relative inefficacité et leurs effets secondaires devenaient notoires, au point que l'acquisition de chaque pour-cent supplémentaire de vaccinés implique un degré de coercition croissant, sans parler du très populaire pass sanitaire constamment exigé et ruminé par le «comité de crise» sanitaire (un comité dont les médecins sérieux ont d'ailleurs claqué la porte).

En lâchant le morceau, le gouvernement renforce la détermination des opposants qui emplissent ces jours-ci les rues de Belgrade en leur envoyant un message subliminal, le clin d'œil des otages qu'on filme. «*Nous savons que ce que nous faisons est arbitraire et nous l'avouons*» implique que «*nous agissons sous la contrainte*». Il remet ainsi à la rue la

pénible tâche de mettre fin à l'hystérie covidienne une fois qu'il sera «contraint et forcé» d'imposer une nouvelle mesure inutile et scientifiquement immotivée.

Je n'en sais rien, je spécule. Mais le voisinage offre un précédent semblable. Le 26 août, le gouvernement monténégrin avait identiquement répondu à la requête d'informations d'intérêt public d'une ONG sur le même sujet: «Votre requête est classée, car nous ne possédons pas ces informations». Deux semaines plus tard, ce gouvernement essayait une tentative de renversement de la part de l'ancien potentat (et protégé occidental) Milo Djukanović et imposait soudain, dans la foulée, le pass sanitaire. Une mesure qui apparaît surtout, dans ce contexte, comme un sauf-conduit politique auprès d'instances extérieures aussi pressantes qu'officieuses.

En Croatie voisine, l'exécutif a été beaucoup plus direct. Le président Zoran Milanović a publiquement déclaré qu'il en avait assez de l'hystérie fabriquée et qu'il s'arrêterait à 50% de vaccinés quoi qu'il arrive. Et ce fut exprimé sans détours:

«Je m'en fiche... qu'ils nous entourent de barbelés... Je conclus donc: si le but — or nous devons savoir quel est le but de cette hystérie — est de totalement déraciner le virus, alors nous avons un but. Mais si quelqu'un me dit que c'est bien le but, je dirai que c'est dément. C'est impossible. Vaccine-toi, et puis encore une fois... Nous voulons éradiquer le Covid? C'est impossible. Je débute chaque jour-

née avec CNN et quelques autres canaux, et je me dis: est-ce moi qui suis normal ou eux qui sont devenus fous? Ils sèment la panique, ils le font depuis le début... Il n'y a pas de vie sans risque, sans la possibilité de tomber malade. Les gens attrapent mille autres maladies plus sérieuses, or nous ne parlons que de Covid depuis un an et demi. Un an, OK, ça va, je valide, j'étais pour. Depuis le Nouvel An, je n'entends que des idioties...»

Irons-nous bientôt porter des fleurs à ce chef d'État énervé dans l'Allée des Africains héroïques où reposent déjà les présidents regimbeurs de Tanzanie, du Burundi et de Haïti?

En somme, tous les exécutifs s'efforcent en ce début d'automne de s'accommoder du fait que le sortilège covidien, alibi providentiel de leurs abus de pouvoir, arrive à son terme comme le sommeil du château enchanté dans la *Belle au bois dormant*. Certains abandonnent les mesures, d'autres les durcissent jusqu'à l'absurde. Alors que la Suède, la Norvège, la Finlande ou le Danemark lèvent le joug, l'Australie se (re)transforme en baignade austral et les manifestations de Melbourne après 235 jours de bouclage tournent à l'émeute. Il est curieux de constater que la crispation du fanatisme sanitaire, dans notre hémisphère, affecte un groupe géographiquement compact de pays (France, Belgique, Allemagne, Autriche, Italie, Vatican) dont l'épicentre est la Suisse avec sa capitale, Davos. Le noyau covidien

semble faire la tortue comme s'il se sentait agressé.

## 22.9.2021. LE MITTERRAND QU'ON MÉRITE

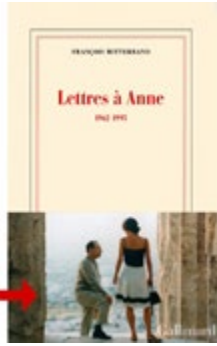
Les enquêtes de la *Weltwoche* qui depuis deux semaines mettent en difficulté le ministre socialiste de la Santé Alain Berset n'ont pas été proprement traduites ni même correctement relatées par les médias de grand chemin. Un petit résumé s'impose, et pas seulement pour les lecteurs étrangers.

En 2012, l'ambitieux ministre Berset, père de trois enfants, entame une relation extraconjugale avec la jeune artiste Scarlett Gehri (nom d'emprunt). Après l'avoir assailli de ses assiduités, il lui promet en bon socialiste un avenir radieux — mais après sa carrière politique. En attendant, ils profitent de sa voiture de fonction, avec chauffeur bien entendu, pour des virées non professionnelles en Suisse et en Allemagne. Lors de leurs rapports sexuels, il refuse de se protéger et la jeune Scarlett tombe enceinte. Effrayé, le ministre revient sur ses promesses, impose un avortement et refuse de l'aider financièrement. La jeune femme fera remarquer qu'elle gagne 3000 francs mensuels, et lui, un demi-million par an...

Lorsqu'elle devient trop insistante, Berset charge son compère Lukas Brühlin, le secrétaire général du Département de l'intérieur, de faire le ménage et transforme son pétrin privé en affaire d'État. Pour discréditer la jeune femme, son avocat



## Est-ce vraiment comparable?



mandate un psychiatre complaisant. Lequel, sans jamais rencontrer la «patiente», émettra un certificat attestant de sa schizophrénie — avec les conséquences qu'on imagine d'un tel diagnostic. Mais l'artiste ne se laisse pas (encore) intimider et Brühin fixe un rendez-vous avec elle pour la remise de son dû.

Or, deux jours avant ce rendez-vous, l'État fait donner la troupe Tigris. Sept hommes sur les quatorze que compte cette unité d'élite anti-terroriste sont envoyés chez Scarlett, qui vit alors avec son enfant de quatre ans. L'intervention est si brutale que les Tigris se sentiront honteux d'avoir participé à cette intimidation. La police relâchera la pauvre femme avec des excuses, mais Berset ne lui versera rien.

Au contraire, une convocation officielle est envoyée à Berset, mais comme par hasard elle est annulée, lui évitant une confrontation. La jeune femme, laminée (c'est le mot de la *Weltwoche*) par l'appareil d'État, confirmera le retrait de sa plainte, malgré les pièces compromettantes dont elle dispose.

Ayant fini par étouffer l'incendie, mais non sans laisser derrière lui une montagne de traces dénotant son amateurisme, Berset deviendra en tant que ministre de la Santé l'homme politique le plus puissant de Suisse sous régime de Covid. Son «nettoyeur» Brühin, lui, sera promu à la tête de Swissmedic, l'autorité fédérale de validation des médicaments, et sera à ce

titre le signataire des gigantesques contrats de vaccination, notamment avec Pfizer.

Après un silence embarrassé, les médias de grand chemin suisses (en particulier ceux du groupe Ringier) traiteront le sujet sur le mode «gestion de crise», se livrant à un véritable travail de RP au profit du ministre. Le chantage dans cette sordide affaire ne sera que du côté de la jeune femme. Si le fond de l'affaire, basé sur des pièces juridiques, est difficilement contestable jusqu'à réfutation par l'intéressé, sa divulgation par un magazine proche de l'UDC lui vaut d'être déplacée du terrain politique vers la polémique *politicienne*. «Qui veut la peau d'Alain Berset?» s'interrogeait cette semaine l'émission *Infrarouge*, sans se demander de qui Alain Berset avait voulu la peau, jusqu'à lui envoyer des hommes armés. Quant à la tapageuse chorale des instances féministes — ONG, personnalités ou partis — elle se distingue par son mutisme et sa totale absence de solidarité avec cette jeune femme *baisée*

dans tous les sens du terme. Au pire, on compare les abus de Berset à ceux de Mitterrand, occultant l'opposition morale absolue des deux cas: là où Mitterrand avait privatisé les ressources de l'État pour *protéger* non sans panache le fruit de ses écarts — issu d'une profonde relation d'amour —, Berset les a mobilisées pour l'*éradiquer* avec une hideuse pleutrerie.

On imagine ce qui serait arrivé si le ministre avait été d'un parti conservateur, ou simplement si l'affaire s'était produite ailleurs... Mais dans la Suisse trop propre, la corruption et le scandale n'existent pas, parce qu'ils ne peuvent exister. Ces mots ne résonnent pas au prétoire ni dans les salles de rédaction, uniquement dans les profondeurs les plus refoulées du psychisme puritain. Comme l'ont illustré les plus grands écrivains de ce pays, les Frisch et les Dürrenmatt...

Pur serviteur du système, Berset n'a jamais connu de véritable emploi hors du carriérisme politique (comme son collègue genevois Maudet, lui aussi emporté par l'hybris). Il est aussi *bleu*, arrogant et grisé par les privilèges de la haute fonction que le jeune poète de province Lucien Chardon-de Rubempré dans le grand monde parisien (dans les *Illusions perdues* de Balzac). Son niveau intellectuel, moral et psychique le destinait tout au plus à un poste subalterne dans l'administration, mais les critères de la nouvelle normalité — qui ne date pas de l'an dernier — ont fait qu'il

est devenu dictateur de la Suisse non pas *malgré* mais peut-être justement *à cause* de ces limites. La brutalité avec laquelle ce goujat a traité une jeune mère, alors même qu'il militait publiquement pour la cause enfantine, dénote une absence d'empathie appropriée pour les exécutants de la mise sous clef et du conditionnement forcé de leurs concitoyens.

Il est fascinant, et quelque peu écœurant, de constater l'indifférence des politiques et des journalistes à l'égard d'une goujaterie qui révulse le sens commun. Si Berset n'a pas encore été débarqué, c'est uniquement parce que les médias ne font pas leur travail. Le système se tient, ses avatars sont interchangeables.

On a le sentiment, à voir le ballet des Véran, Macron®, Berset, De Croo, Buzyn ou Von der Leyen (avec son mari Heiko, le nabab de la biotech), que la passerelle du navire Europe a été abandonnée à des hologrammes. Ces êtres n'ont même pas la consistance des vrais dictateurs, ils disparaîtront du jour au lendemain comme des imposteurs d'opérette, laissant les peuples face à des fauteuils vides, comme ceux abandonnés lors du débat télévisé par la ministre espagnole et son sigisbée médecin. D'ici là, dénués d'honneur et de véritable utilité, ils s'accrocheront au-delà du raisonnable, compromettant les projets mêmes dont ils sont les exécutants.

### 23.9.2021. LA SUISSE QUE J'AIME

Tous ces scandales & turbulences ne dispenseront pas Marcel de traire



ses vaches ni de rentrer ses chiens. Marcel est le paysan à qui nous avons acheté un morceau de fromage cette semaine en randonnant du côté du Lauenensee, dans l'Oberland bernois. Lorsque je lui en ai demandé, Marcel a répondu en maugréant comme si on le tirait d'un rêve. «Vais voir s'il en reste...» Nous ayant jaugés, il a bien voulu nous raconter un peu de sa vie, en plus de nous vendre sa production.

Depuis sa jeunesse vagabonde, il n'a pas eu plus de quatre jours de vacances d'affilée. Les vaches ignorent le calendrier, mais Marcel n'ignore pas ses vaches. Il connaît le nom de chacune, et chacune répond à son nom. La qualité de leur lait, selon lui, dépend de la qualité d'attention qu'on leur donne, pas seulement de celle de l'herbe (après dégustation du fromage, je confirme!). Son anglais est étonnamment sûr. Il a parcouru le monde avant de se décider en connaissance de cause pour le métier ancestral. Il a l'oreille percée d'une petite vache en or et une pipe très courte au creux de la main. Autour de lui, les pâturages sont lisses comme des tapis d'un vert onirique, les cascades chuintent comme à l'aube des temps. Il n'y a pas de plus beau pays au monde, hélas tout le monde le sait.

Marcel aussi le savait, mais il a voulu s'en assurer. Ayant flairé les villes, de Sydney à New York, il a décidé qu'elles étaient surpeuplées, et surpeuplées de pauvres esclaves qui plus est. Ici, il est souverain sur ses terres. «Personne ne m'aide,

mais si quelque chose ne va pas, je le règle comme je l'entends.»

«Cette affaire de virus ne m'inquiète pas» nous dit-il. «Est-ce que je vais au restaurant?» Rarement, à coup sûr. Son revenu annuel doit faire un mois d'un ministre fédéral, mais qu'importe quand on vit en quasi-autarcie. «Tout ça, c'est parce qu'on est trop sur cette petite boule. Je suis peut-être en trop moi aussi!» dit-il avec cet humour rentré, narquois, incomparable, des Bernois. Marcel n'a pas d'internet dans ces alpages, mais il n'est jamais seul. La nature et ses brunettes lui suffisent. Il en parle avec le respect et l'économie de mots de celui qui sait. «Les moutons, ils sont comme les hommes: ils vont à la queue leu leu, même au précipice. La vache, elle, elle réfléchit...»

A deux heures de là, on est à Gstaad avec ses boutiques de luxe, son botox et ses chalets hors de prix. De loin, on ne voit que le trou à fric. Mais autour de ce trou survit encore une humanité vraie dans une nature qui lui ressemble, capable encore d'envoyer promener n'importe qui, et pour laquelle je ne cesserai jamais d'aimer la Suisse.

#### NOTE

1. On se souvient que le ministre Ignazio Cassis, surnommé «Krankenkassis», avait entrepris à peine élu d'effacer son passé de lobbyiste au service des assureurs, tandis que son collègue Parmelin, à peine élu au gouvernement, avait encore «élargi ses centres d'intérêt» dans leur direction.



ENFUMAGES par Eric Werner

## Affaire Berset: une mise en perspective

**U**N MINISTRE QUI MOBILISE LES RESSOURCES DE L'ADMINISTRATION ET DE LA MAGISTRATURE, MAIS AUSSI DES MÉDIAS, POUR ÉTOUFFER LES SCANDALES DE SA VIE PRIVÉE. SIGNE DES TEMPS? OUI, SAUF QU'ILS ONT EU BEAU FAIRE, TOUT S'ÉTALE AUJOURD'HUI SUR LA PLACE PUBLIQUE. C'EST BÊTE. L'OCCASION DE S'INTERROGER SUR LES DÉRIVES ACTUELLES DE LA SUPRASOCIÉTÉ. CAR CELA CRAQUE DE TOUTE PART.

La *Weltwoche* a consacré récemment un long article à l'affaire Berset, du nom de ce ministre actuellement en charge de la santé qui fut, il y a deux ans, victime d'une tentative de chantage (ou décrite comme telle) de la part d'une ex-amie devenue plus ou moins son ennemie. L'article reprend toute cette affaire sur la base d'une documentation inédite, documentation enfouie dans les coffres-forts épais de l'État mais qui a fini quand même par fuiter, en règle générale c'est ce qui arrive. Il y a eu un lanceur d'alerte, lanceur d'alerte que la police secrète cherche maintenant à identifier.

### L'ÉTAT DE DROIT COMME MYTHE

Au-delà de sa dimension anecdotique, peut-être aussi politique (au sens de la politique politicienne), l'affaire

faire a surtout valeur symptomatique. Elle éclaire d'un jour cru ce qu'on pourrait appeler, pour paraphraser Zinoviev, «l'État de droit comme réalité». L'État de droit comme réalité n'a bien sûr jamais été l'État de droit, il ne faut pas rêver. Mais il y a le plus et le moins. Montesquieu disait qu'il fallait que le pouvoir arrête le pouvoir. Si la séparation des pouvoirs n'est pas en elle-même l'État de droit, elle en est une des conditions de possibilité. A partir de là, comment ne pas être amené à s'interroger sur les liens aussi bien formels qu'informels qui se tissent entre les différentes branches du pouvoir: police, justice, appareil administratif, services spéciaux, les médias aussi sans doute, sur qui les autorités comptent aujourd'hui plus que jamais pour sauver les appa-

rences, en d'autres termes faire croire au bon peuple que lesdites autorités respectent leurs propres lois, n'ont d'autre souci que le bien commun auquel elles se consacrent jour et nuit, etc. En théorie, le pouvoir arrête le pouvoir. En réalité, les différentes branches du pouvoir travaillent en étroite synergie entre elles. Elles sont comme les doigts d'une même main.

On s'interroge parfois sur l'indépendance de la justice. Ce qu'il y a d'intéressant dans cet article, c'est qu'il n'y a même plus ici de juges. C'est le Parquet qui décide de tout. Or le Parquet est une chose, la justice une autre. Par ailleurs, si le Parquet n'est pas l'Exécutif, il n'est pas non plus sans lien avec l'Exécutif. C'est ce que montre aussi l'article. L'affaire s'est close en 2020, il y a eu une ordonnance de condamnation. L'accusée, nous dit l'article (c'est le titre même de l'article), a été «laminée» (*plattgewaltz*). Le mot dit bien ce qu'il veut dire. Tétanisée (ou encore terrorisée) serait une autre traduction possible. On est dans un pur rapport de force. On peut bien si l'on y tient s'interroger sur l'indépendance de la justice, mais quel sens cela a-t-il de s'interroger sur l'indépendance de quelque chose *qui n'existe pas*?

Bref, ce qu'on appelle la «séparation des pouvoirs» est un mythe. Il n'y a *pas*, en réalité, de séparation des pouvoirs. Tout s'ordonne à la verticale, il n'y a qu'un seul et unique pouvoir. Tu veux qu'on la mette sur écoute? Pas de problème, on fait ça tout de suite. Elle a un portable, on pourra même la localiser, la suivre à la trace. Une

petite descente de police? Je te propose mieux encore: les Tigris, notre unité spéciale antiterroriste. Ils seront une dizaine, le doigt sur la gâchette. Le public aura ainsi l'occasion de voir que la guerre contre le terrorisme n'est pas un vain mot. Etc.

On connaît l'idéologie *woke*, on sait ce que disent ses adeptes. Rien, disent-ils, n'existe objectivement: rien, sauf l'oppression et les rapports de domination. D'une certaine manière, on en a ici une illustration. Ce n'est pas pour rien que l'idéologie *woke* est aujourd'hui l'idéologie officielle. On joint le geste à la parole.

#### QUAND PUBLIC ET PRIVÉ SE CONFONDENT

Trois points m'ont particulièrement intéressé dans cet article. On vient d'effleurer le premier, l'effacement des frontières entre les différentes branches du gouvernement. On pourrait aussi parler dans ce contexte des frontières entre le public et le privé. Personne ne sait en effet très bien aujourd'hui où finit le privé et où commence le public. La tendance, aujourd'hui, est à la privatisation des services publics. Ainsi, il y a une vingtaine d'années, l'État suisse privatisa les PTT, autrement dit la poste et le téléphone. La poste et le téléphone, qui sont des services publics, appartiennent donc aujourd'hui au secteur privé. Mais on peut aussi faire les choses dans l'autre sens: demander au secteur public de gérer, respectivement régler certaines affaires privées. C'est ce qui s'est plus ou moins passé en l'occurrence. En un sens, c'est tout à fait normal. A partir

du moment où l'on considère comme normal de privatiser la poste et le téléphone, il est également tout à fait normal qu'un ministre demande à son secrétaire général et à son directeur de la communication de l'aider à se dépatouiller dans le cadre d'une *task force* constituée à cet effet. Tout cela forme un tout. Reprochera-t-on à un ministre d'être de son époque?

### **POLICE, LA FIN DES POLITESSES**

Le deuxième point a évidemment trait à la violence policière. Comment ne ferait-on pas ici le lien avec l'affaire Brandt à Genève, du nom de ce lanceur d'alerte qui s'était mis à dos les autorités pour avoir révélé au grand jour de petites malhonnêtetés de leur fait. Le procureur le fit donc arrêter, mobilisant à cet effet la police judiciaire. Les fonctionnaires l'obligèrent par ailleurs à uriner sans aucune intimité en présence de sa mère, ce qui prouve qu'on n'a pas besoin d'appartenir à la CIA pour maîtriser certaines procédures en matière de maintien de l'ordre<sup>(1)</sup>. Le procureur fut par la suite accusé d'abus d'autorité, sauf qu'il est devenu aujourd'hui très difficile de distinguer entre l'autorité et l'abus d'autorité: car c'est *en permanence*, aujourd'hui, que l'État abuse de son autorité. C'est en cela même que de telles affaires sont symptomatiques. Elles reflètent une tendance lourde au sein de nos sociétés dites postdémocratiques, celle du progressif basculement de la post-démocratie en un régime désormais ouvertement totalitaire.

Autre trait significatif, la *Weltwoche*

nous apprend que l'avocat du ministre a voulu psychiatriser l'affaire, en essayant de faire passer l'ex-amie du ministre pour atteinte de schizophrénie. Dans l'ex-Union soviétique, on s'en souvient, les dissidents étaient enfermés dans des asiles psychiatriques. Quand on veut aujourd'hui faire pression sur quelqu'un, on ne dira évidemment pas le *laminer*, il peut parfois apparaître utile de le menacer d'internement.

### **CORRUPTION ET FOLIE DES GRANDEURS**

Il faudrait ici parler de la corruption institutionnelle. C'est le troisième point. Par corruption institutionnelle il faut entendre la corruption transformée en habitude, celle qu'on n'imagine même plus être de la corruption, tellement, justement, on a fini par s'y habituer: à Genève, par exemple, certaines notes de frais. Parfois même elle a été légalisée, comme on le voit avec les salaires que s'octroient aujourd'hui les membres de la nomenklatura. Ainsi, est-il très normal qu'un ministre touche 500'000 francs suisses par an, soit plus ou moins *dix fois* le salaire médian en Suisse? Le problème, en fait, qui se pose est celui de l'*hybris*. Ces gens ont complètement perdu le sens des réalités. Jusqu'au début des années 90, la Suisse était un pays relativement bien gouverné, avec à sa tête des gens pour la plupart honnêtes, et en plus compétents. Puis on est passé à autre chose. Cela a peu ou prou coïncidé avec la fin de la guerre froide. Les dépenses de l'État se sont alors envolées (en même temps, tiens donc, que la fiscalité).

C'est à ce moment-là aussi que l'État suisse s'est mis en tête de vouloir adhérer à l'Union européenne, ainsi qu'à l'OTAN. Pour y parvenir, il a repensé l'ensemble de ses pratiques en matière de communication. C'est très bien montré par Judith Barben dans son livre *Les Spin Doctors du palais fédéral*. On s'étonne aujourd'hui de ce que les autorités passent leur temps à mentir et à s'emmêler les pinces dans leurs mensonges, en même temps qu'elles mettent à mal les libertés individuelles et forcent les lanceurs d'alerte à faire leurs besoins devant leur mère. Mais cela ne date pas d'hier. C'est ce que je veux dire par corruption institutionnelle. L'affaire Berset en est une illustration, mais une parmi d'autres. Toutes donnent à voir ce qu'est aujourd'hui devenu l'État suisse, en fin de compte un État comme les autres. Car, faut-il le dire, les mêmes évolutions s'observent également ailleurs. On ne va pas ici verser de larmes sur l'absence totale de moralité de nos dirigeants, mais au-delà de ce qu'on peut dire de l'État de droit comme réalité, c'est quand même aussi ça la réalité.

#### UN MONDE QUI MEURT, UN MONDE QUI NAÎT...

Sauf qu'on est peut-être aujourd'hui en bout de course. On vient d'évoquer les Spin Doctors (autrement dit les menteurs) du palais fédéral. Or tout le monde *sait* aujourd'hui que ce sont des menteurs. L'actuelle pandémie a joué en l'espèce le rôle de révélateur.

Elle a rendu clair ce qui jusqu'ici n'était que plus ou moins perçu, et encore pas par tout le monde: par quelques-uns seulement. C'est ce qu'il y a de très nouveau aujourd'hui. Chacun le sent bien, on est à une époque charnière. D'où la réorganisation en cours du paysage politique en Suisse, réorganisation dont témoigne la création de nouveaux mouvements en marge des partis officiels, ainsi qu'un début de résistance au pass sanitaire. Un cycle est peut-être en train de se fermer, un autre de s'ouvrir.

#### LECTURES SUGGÉRÉES

- Christoph Mörgeli: «Frau, von Berset's Truppe plattgewalzt», *Die Weltwoche*, 12 septembre 2021.
- Judith Barben, *Les Spin Doctors du palais fédéral: Comment la manipulation et la propagande compromettent la démocratie directe*, Xenia, 2010.

#### NOTE

1. «De manière répétée, pendant sa détention, on présente à Simon un "deal" à l'américaine: tout se passera mieux s'il livre des informations sur Maudet. Un inspecteur l'humilie en le faisant mettre à nu et en le forçant à faire ses besoins naturels devant lui, et sous les yeux de sa mère.» In Slobodan Despot: «L'affaire Simon Brandt, un «signal faible» — mais assourdissant!», Antipresse 219 | 09/02/2020. Telles sont aujourd'hui les méthodes de la police politique en Suisse. Et les mêmes viennent ensuite vous parler des droits humains.

# Ernst Wolff: le coup d'État du système financier-numérique (2/2)

**D**E DEUX CHOSES L'UNE: SOIT LA GESTION EN TOUS POINTS CATASTROPHIQUE DE LA CRISE DU COVID-19 EST UN SIGNE D'ABRUTISSEMENT TERMINAL DES ÉLITES DIRIGEANTES DE LA PLANÈTE, SOIT ELLE CORRESPOND À UNE INTENTION PERVERSE OÙ «LE PIRE EST LE MIEUX». DANS UNE CONFÉRENCE D'UNE DEMI-HEURE, ERNST WOLFF DOCUMENTE LA PISTE D'UN NAUFRAGE DÉLIBÉRÉ DE L'ÉCONOMIE MONDIALE, EN D'AUTRES TERMES DE L'ACCOMPLISSEMENT DU «GRAND RESET» TEL QUE DÉCRIT ET VOULU EN TOUTES LETTRES PAR LE WEF DE DAVOS.

## VERS LA MONNAIE PROGRAMMABLE

Et à quoi ce système doit-il ressembler, nous le savons déjà. Il s'agit de la disparition complète de l'argent liquide, des banques dans leur forme actuelle, et de l'introduction de monnaie numérique de banque centrale. L'objectif final prévoit que chacun d'entre nous ne détienne plus qu'un unique compte en banque, par lequel s'effectueront toutes les transactions. Ce compte ne sera plus tenu par une banque commerciale, mais par la banque centrale. La raison profonde de ce plan est la suivante: la monnaie numérique de banque centrale est programmable (18:44). Comme une banque centrale peut créer de la monnaie sans limites, on peut ainsi, par le fait, introduire des taux négatifs sans détruire le système. Mais cela n'est pas, loin s'en faut, la seule propriété que possède la monnaie numérique de banque centrale. Elle permettrait à l'État de surveiller toutes les transactions (19:12), de nous appliquer des taux d'imposition différenciés, et de nous infliger individuellement des sanctions pécuniaires. L'État pourrait lier certaines sommes à une date de péremption, nous contraindre à dépenser certaines sommes dans une période déterminée (19:33). Il pourrait également donner cet argent pour un but fixé, et nous imposer d'utiliser certains montants uniquement pour l'achat de certains biens, ou de dépenser seulement dans certaines régions. Mais avant tout, il lui serait possible, d'un

simple clic, de nous couper de tous les flux de transactions, et ainsi de nous débrancher financièrement (20:04). **La monnaie numérique de banque centrale serait le mécanisme de contrôle social le plus efficace qu'on ait jamais eu dans l'histoire de l'humanité, et par là, ni plus ni moins que l'achèvement d'une dictature universelle obtenue par le moyen de l'argent** (20:25).

## LA TACTIQUE DU RENVERSEMENT

Tout cela est cependant soumis à une énorme hypothèque: la résistance à laquelle il faut s'attendre de la part de la population. Il faut très sûrement compter avec le fait qu'une grande partie des gens n'accepterait pas cette forme de paiement, et que l'introduction de la monnaie numérique de banque centrale provoquerait de graves troubles sociaux. Et c'est précisément cette difficulté qui a très clairement conduit le complexe financier digital à imaginer de renverser la problématique de l'introduction de cette monnaie (21:07). Plutôt que d'introduire cette monnaie numérique de banque centrale progressivement, et risquer ainsi de provoquer une grosse résistance, **procéder à l'inverse, c'est-à-dire faire sombrer la société dans le chaos, afin de faire apparaître la monnaie numérique de banque centrale comme la solution pour régler tous les problèmes, à savoir sous la forme du revenu universel de base** (21:35).

Celui qui pense maintenant qu'il s'agit encore d'une théorie du complot tombée de



nulle part, je lui recommande de se remémorer très précisément tout ce que nous avons vécu au cours des dix-huit derniers mois. Sous le prétexte de combattre une maladie, on a provoqué des dommages dévastateurs et irréversibles, qu'ils soient sanitaires, économiques ou financiers, dont nous n'avons encore perçu les effets qu'à la marge (22:09). En même temps, on travaille chaque jour à aggraver ces dommages. En parallèle, on s'emploie à creuser de manière systématique les divisions au sein de la société, en enfonçant toujours plus de division entre les gens. Tout cela nous conduit, conformément au but, dans une seule direction: celle des troubles sociaux, jusqu'à la guerre civile, dans le monde entier. Et tout cela, c'est exactement ce qui est voulu, selon toutes les informations dont je dispose (22:46).

Ce que nous vivons actuellement, c'est que l'on essaye, par la mise en œuvre de tous les moyens imaginables, de provoquer le chaos social le plus énorme, d'attendre que le chaos ait atteint son intensité maximale, et, alors à l'aide d'une panacée nommée «revenu universel de base», de passer d'une situation de chaos maximal à celle d'un contrôle total (23:12). Il y a du reste encore une deuxième raison pour laquelle le revenu universel, du point de vue des puissants, doit arriver. Nous sommes en plein dans la quatrième révolution universelle, et nous allons vivre, dans la période qui s'étend devant nous, la perte de millions et de millions d'emplois, par le recours à l'intelligence artificielle. En d'autres termes, des millions de consommateurs vont faire défaut, la demande de biens de consommation va se réduire de plus en plus fortement. Comme le modèle économique actuel repose sur la

consommation, il faut, pour le maintenir en vie, bloquer la descente sur cette pente fatale. Et cela ne peut fonctionner que si l'on distribue de l'argent aux chômeurs-consommateurs même s'ils sont sans emploi (24:09).

### UNE APOCALYPSE PRÉPARÉE ET AGENDÉE

Nous voyons donc que ce que nous avons vécu ces dix-huit derniers mois, et ce que nous vivons actuellement, suit manifestement un plan; et ce plan peut s'énoncer ainsi: démontage du système actuel au bénéfice de l'élite, instigation d'un chaos économique et social maximal, et établissement d'un nouveau système au bénéfice de l'élite, sous le prétexte de vouloir apporter une assistance humanitaire (24:42). Ce plan, on peut d'ailleurs le trouver dans les deux ouvrages, *La Quatrième révolution industrielle* et *Le Grand Reset* de Klaus Schwab, dont le *World Economic Forum* joue un rôle clef dans l'élaboration et la mise en œuvre de cet agenda. Le WEF a réussi à devenir au cours des 50 dernières années l'une des plus



importantes plateformes du complexe financier digital, en mettant en relation, d'abord des dirigeants d'entreprises, ensuite des politiciens, puis des représentants des médias, plus tard encore de la haute aristocratie et du monde du spectacle, et en les soumettant en outre à partir des années 90 à une formation dédiée (25:33).

Nous savons aujourd'hui qu'à partir de 1992 les «Global Leaders of Tomorrow», et depuis 2005 les «Young Global Leaders» ont été soumis à une formation systématique et toujours plus approfondie, et que ce sont précisément ces personnes-là qui se trouvent placées aujourd'hui aux leviers de commande du pouvoir. Qu'il s'agisse de Bill Gates, Jeff

Bezos ou Jack Ma, du secteur du numérique, qu'il s'agisse du patron de BlackRock Larry Fink, de la patronne du FMI Kristalina Georgiewa, ou de l'ex-directeur de la Bank of England Mark Carney, pour la finance, ou encore d'Emmanuel Macron, de Sebastian Kurz ou bien d'Angela Merkel pour la politique: tous, ils ont été formés par le WEF ou bien siègent dans ses instances dirigeantes (26:38).

Et ce ne sont pas seulement les 1.300 membres de cette petite élite dirigeante étroitement connectée qui tirent les ficelles à travers le monde. Depuis 1992, ce sont encore 10'000 «Global Shapers» de moins de 30 ans qui ont également été réunis et mis en relation par le WEF, et s'emploient désormais à influencer sur la marche du monde dans le sens qui lui convient (27:08). À qui veut savoir à quoi cette marche du monde devrait ressembler, il faut recommander la lecture des œuvres du fondateur du WEF, Klaus Schwab. Et celui qui, parvenu à ce point, ne serait toujours pas convaincu que ce que nous avons vécu et vivons encore suit un plan devrait jeter un œil à la date de publication du «Great Reset» de Schwab: le livre est paru le 9 juillet 2020, soit à peine quatre mois après le confinement mondial, et donne déjà les instructions précises expliquant comment utiliser le COVID-19 afin de, selon les propres mots de Schwab, «détruire le monde de manière créative et construire un nouveau monde», où il laisse transparaître une vision de l'homme qui renvoie aux temps les plus sombres du national-socialisme (28:02).

Je sais, tout cela est terrifiant, comme une apocalypse préparée de manière minutieuse. Et de fait l'agenda qui est poursuivi ici n'est pas seulement planifié, visiblement, mais c'est à peine s'il peut, de surcroît, être dépassé en malignité et en sournoiserie. Qui aurait jamais imaginé que l'on fasse s'effondrer l'économie mondiale sous le prétexte de protéger les gens des effets d'une maladie, que l'on retire aux gens la liberté de voyager, de se rassembler, de parler et d'exprimer librement

leurs opinions, et que l'on condamne encore plus de 100 millions d'entre eux à la famine, tout cela soi-disant pour la protection de leur propre santé. Et qui aurait pensé qu'un eugéniste déclaré du nom de Klaus Schwab pourrait se retrouver en situation, non seulement de répandre à travers le monde son infernale vision de la fusion entre l'homme et l'intelligence artificielle, mais encore de trouver 10'000 aides pour la faire avancer (29:18). Tout cela, ce sont des événements bouleversants au plus haut point, avec lesquels nous devons vivre actuellement, dont nous devons souffrir, et dont les détails devraient glacer le sang de tout être humain pensant et sentant normalement.

### LA DÉRAISON CONDUIT À L'ÉCHEC

Mais – et j'en viens maintenant au message le plus important que je veux délivrer ce soir – tout cela a un autre aspect, un tout autre aspect, un aspect qui doit nous donner une énorme impulsion et des forces à profusion pour les tâches qui nous attendent. Les plans de l'élite, et la vision de Klaus Schwab, sont en effet voués à l'échec, et cela pour plusieurs raisons (30:11). La raison principale réside dans le fait que le narratif d'un virus mortel, qui menacerait l'humanité dans son existence même, ne pourra pas tenir dans la durée. Nous voyons déjà comment l'échafaudage de mensonges s'effondre sous nos yeux, et comment, pour le justifier, on a recours à des argumentations toujours plus absurdes et à des diffamations toujours plus furieuses (30:39).

Arrivée à ce point, il est important de comprendre que la véhémence que les médias mettent en branle n'est pas un signe de force mais bien de faiblesse. Celui qui, avec une insistance toujours plus forte, répand des mensonges toujours plus grotesques tel que celui de «la pandémie des non-vaccinés», celui qui déclare que les personnes en bonne santé représentent le facteur de risque numéro 1 au sein de la société, celui qui à cause d'une poignée de malades ou de testés positifs met

un pays tout entier à l'arrêt, celui-là n'agit ainsi que parce qu'il est à bout d'arguments et que, dans son désespoir, il frappe à l'aveugle autour de lui (31:21).

Abraham Lincoln a déclaré: «on peut mentir tout le temps à une partie des gens; on peut mentir à tout le monde une partie du temps; mais on ne peut pas mentir tout le temps à tout le monde». C'est exactement cela qui se vérifie en notre temps. Et cela a pour nous, naturellement, une immense signification. Car cela ouvre, de manière ironique, ce que Klaus Schwab appelle «*a window of opportunity*», une fenêtre d'opportunité – à ceci près qu'elle s'ouvre avec une dynamique exactement inverse (32:07). En effet, grâce à la désintégration du narratif, la crédibilité de ceux qui nous ont amenés à cette situation est chaque jour plus profondément sapée, nous ouvrant à tous une fenêtre temporelle pour une campagne d'éclaircissements puissante et de grande envergure. Les conditions objectives pour éclairer les gens sur les véritables faits derrière la soi-disant pandémie, sur les relations de pouvoir réelles dans le monde et sur les vraies menaces auxquelles nous sommes confrontés n'ont jamais été meilleures qu'aujourd'hui (32:51). Et elles s'améliorent de jour en jour, parce que le camp d'en face doit s'empêtrer chaque jour davantage dans des mensonges toujours moins crédibles.

Et même si le complexe financier digital devait parvenir à introduire la nouvelle monnaie, cela ne serait pas encore la fin du monde. En effet, la monnaie numérique de banque centrale ne peut fonctionner qu'adosée à un système de contraintes complet. Il faudra introduire sans cesse de nouveaux contrôles des prix, augmenter constamment le revenu universel de base, et générer avec vigueur une inflation permanente, ce qui conduira en retour à un appauvrissement continu de la population et à un conflit permanent avec l'État et les autorités (33:49).

Ce que nous devons savoir est la chose suivante: nous nous trouvons en toute certitude au seuil d'une période de turbulences et

de dangers. Mais nous avons en main un atout historique: il tient au fait que ceux d'en face n'agissent pas conformément aux lois de la raison, mais poussés par des mobiles comme la cupidité et la soif de pouvoir, et ne peuvent, pour cette raison, rien faire d'autre que de se mettre toujours plus inextricablement en difficulté (34:21). De cela, précisément, nous devons profiter, et garder ceci présent à l'esprit: le camp d'en face peut bien disposer de plus d'argent, de plus de biens, et en plus de toutes les armes du monde; son pouvoir ne réside ni dans son argent, ni dans ses biens, ni même dans ses armes, mais repose sur un seul et unique facteur: l'ignorance de la majorité des gens, ou pour le dire autrement, le fait que la majorité ne voit pas clair dans le jeu que la minorité joue avec elle (35:01).

Quelle que soit l'atrocité de ce que le complexe financier digital a commis au cours des dix-huit derniers mois et continue à commettre avec ses suppôts, il s'est enfermé dans une situation dont il ne pourra pas s'extirper, et dans laquelle il doit, dans son désespoir, franchir de plus en plus de lignes rouges (35:25). Pour nous tous, cela signifie que nous devrions dans cette situation exceptionnelle, tout simplement: conserver notre calme, démasquer résolument les mensonges, et montrer ainsi aux gens, pièce par pièce, pourquoi et par qui ils se font berner. Si nous faisons cela, et qu'en le faisant nous nous souvenons de la force de nos arguments, alors nous pourrons, non seulement résoudre les problèmes actuels, mais peut-être réussir quelque chose de beaucoup plus grand, à savoir: utiliser l'une des crises les plus profondes qu'ait affrontées l'humanité pour redresser la barre de l'histoire du monde, et ouvrir ainsi d'un coup la porte sur une ère nouvelle. Je vous remercie.

- ✿ Une exclusivité Antipresse/Le Courrier des Stratèges. Traduit de l'allemand par François Stecher. Photo Michelle Guimarães/Pexels.
- ✿ Première partie
- ✿ Vidéo originale.

LA POIRE D'ANGOISSE par Robert Bridge

## Vol au-dessus d'un nid de kangourous

**L'AUSTRALIE EST DEVENUE UN HÔPITAL PSYCHIATRIQUE OÙ LA GESTION DU COVID EST AUX MAINS DE FOUS FURIEUX.**

«À huit heures, les murs vrombissent et ronronnent à plein régime. Le haut-parleur du plafond annonce “Médicaments” avec la voix de la grande infirmière.» — *Vol au-dessus d'un nid de coucou*.

Alors que le roman dystopique *1984* de George Orwell reste l'œuvre littéraire de référence pour aider à se faire une idée de cette époque de plus en plus cinglée, le chef-d'œuvre de Ken Kesey *Vol au-dessus d'un nid de coucou* a été relégué au fond des étagères. C'est regrettable, surtout dans le cas de l'Australie, qui semble œuvrer dur pour lui donner une suite.

Le rôle de la «Grande Infirmière», l'anti-héroïne tyrannique bardée de médicaments du roman de Kesey, reviendrait au Dr Kerry Chant, responsable de la santé en Australie. Cette médecin autoritaire a récemment informé les 8,1 millions de sujets confinés de la Nouvelle-Galles du Sud que le Covid serait avec nous «pour toujours» et que les gens devraient simplement «s'habituer» à retrouver leurs manches pour de perpétuelles piqûres de rappel.

La sombre prédiction de Chant sur l'avenir de l'Australie n'a fait l'objet d'aucune contestation de la part d'autres professionnels, ce qui n'a rien de surprenant puisque l'expression d'une seconde opinion médicale — un «luxe» dont jouissaient les médecins depuis au moins le Moyen Âge — a été interdite.

Alors que peu de gens trouveraient à redire au vœu ironique de Chant affirmant que «nous voulons que les maladies soient totalement éliminées», ce qui alarme dans toute cette affaire, c'est l'absence totale de procédure

démocratique. Après tout, c'est le Dr Chant qui conseillait aux citoyens, dans la chaleur de l'été, de ne pas «entamer une conversation» avec les autres dans les espaces publics — une merveilleuse excuse pour bâillonner la population sous le joug de la bureaucratie.

Dans le prochain chapitre de cette tragédie keseyienne, les dirigeants australiens signalent avec entrain — mais vertueusement, bien sûr — que la seule façon d'échapper à l'apartheid médical qui s'annonce est que tout le monde se soumette au vaccin.

«Il va y avoir une économie vaccinée, et vous pourrez y participer si vous êtes vacciné», a déclaré le Premier ministre de l'État de Victoria, Dan «Big Brother» Andrews, devant une salle pleine de journalistes perplexes et muselés. «Nous allons passer à une situation où, pour protéger le système de santé, nous allons verrouiller les personnes qui ne sont pas vaccinées et qui pourraient l'être.»

Sauf à l'attribuer à un «fou à lier», il n'y a qu'une seule façon d'interpréter cette remarque incroyablement inquiétante: soit vous acceptez de vous soumettre à la vaccination, soit l'«économie vaccinée» vous sera fermée. Bon, le Leader Bien-Aimé n'a pas voulu dire si ce ban s'appliquerait uniquement au pain et aux jeux du cirque qui constituent la scène culturelle dynamique de l'État de Victoria — boîtes de nuit, concerts et événements sportifs, par exemple — ou à des sites plus vitaux, tels que les épiceries et les cliniques médicales.

Les propos sinistres d'Andrews, qui s'apparentent à du chantage pur et simple, m'ont rappelé un passage du roman de Kesey où un aide-soignant essaie de faire prendre à un

patient une pilule rouge vif contre sa volonté. Lorsque l'homme continue de refuser, la grande infirmière entre en scène pour affirmer son autorité sur la situation.

Mais la Grande Infirmière s'approcha tranquillement et lui fit une clef sur le bras, le paralysant jusqu'à l'épaule.

«C'est bon, Mlle Flynn», dit-elle. «Si M. Taber choisit d'agir comme un enfant, il devra peut-être être traité comme tel. Nous avons essayé d'être gentils et prévenants avec lui. De toute évidence, ce n'est pas la solution. Hostilité et hostilité, c'est tout ce que nous recevons en guise de gratitude. Vous pouvez partir, M. Taber, si vous ne souhaitez pas prendre vos médicaments par voie orale.»

Sans dévoiler l'intrigue, M. Taber finira par prendre ses médicaments, totalement contre son gré, et de la manière la plus invasive qui soit. Et contrairement à ce que dit la Grande Infirmière, ce n'est pas le patient méfiant qui aura fait preuve d'«hostilité», mais bien le personnel médical lui-même. Il est intéressant d'observer comment un patient qui pose simplement des questions sur son traitement médical est dénigré pour son comportement «puéril».

Il serait agréable de terminer cet article par un «c'est tout pour aujourd'hui!», mais l'histoire devient plus sombre. Si sombre, en fait, qu'elle éclipse certaines des pires scènes de la littérature dystopique.

S'efforçant apparemment de prouver que la réalité est bien plus sinistre que la fiction, les législateurs australiens ont adopté à la hâte un projet de loi intitulé «*Identify and Disrupt*», qui semble destiné à restreindre encore davantage les droits déjà effilochés des Australiens.

Non contente de surveiller l'activité en ligne des gens, la police fédérale australienne a désormais le pouvoir — vous êtes assis? — d'accéder aux profils en ligne des particuliers et de se faire passer pour l'internaute visé, en envoyant si nécessaire des messages en son nom.

Bien qu'il s'agisse de s'attaquer aux «criminels», la question est de savoir exactement

qui, de nos jours, pourrait être identifié comme tel. Ce n'est qu'une intuition, mais il semble que les personnes qui protestent contre les confinements, les passeports vaccinaux et le port obligatoire du masque, par exemple, pourraient avoir des raisons de s'inquiéter.

Comme si cela ne suffisait pas, l'Australie est en train de construire des «camps de quarantaine» dans tout le pays (ici et ici, par exemple). Et, comme toutes les mesures susmentionnées destinées à «se protéger du Covid», ces installations sont décidées sans aucun semblant de procédure démocratique.

Au Centre for National Resilience de Melbourne, le nom compliqué de l'un de ces camps, les riverains sont furieux que le gouvernement de l'État ne les ait pas prévenus de cette implantation en plein milieu de leur jardin.

Lorsqu'on a demandé au premier ministre Andrews pourquoi le voisinage n'avait pas eu l'occasion de poser des questions sur la nouvelle installation, il a répondu dans le plus pur style autoritaire: «C'est le site qui a été choisi et tout le monde, y compris les habitants, ne s'en portera que mieux.»

Historiquement, l'Australie était une colonie pénitentiaire avant d'évoluer, au fil du temps, vers l'État démocratique qu'elle est devenue aujourd'hui. Cependant, compte tenu de la vague de mesures draconiennes imposées au peuple sans débat ni procédure régulière, le continent aux antipodes semble retourner de plus en plus à ses racines. En fait, Ken Kesey, s'il était encore en vie, et malgré ses prémonitions sur la dérive des institutions vers la démence, serait certainement surpris de voir une incarnation vivante de son personnage de «Grande Infirmière» sévir dans l'Australie d'aujourd'hui, imposant sa volonté aux adultes comme aux enfants.

- ✦ Robert Bridge est un écrivain et journaliste américain. Il est l'auteur de *Midnight in the American Empire, How Corporations and Their Political Servants are Destroying the American Dream*. Version originale sur RT.com. Traduit de l'anglais par Slobodan Despot.

LISEZ-MOI ÇA! par Anne Demonet

## «L'homme à la clef d'or» de Gilbert Keith Chesterton

**C**HESTERTON ÉGRENAIT LES PARADOXES ET LES VÉRITÉS BRUTALES AVEC UNE VERVE JUBILATOIRE ET SOUVENT PROPHÉTIQUE. SON AUTO PORTRAIT INTELLECTUEL ET MORAL EST UN GRAND MOMENT DE LECTURE.

### CE QU'IL APPORTE

Je n'avais jamais lu une ligne de GKC. Voilà qui est fait, et il est à la hauteur de son excellente réputation! Cette autobiographie n'est pas la narration chronologique de sa vie, mais une sorte de portrait intellectuel et moral, par l'évocation de souvenirs un peu désordonnés, auxquels il parvient à donner l'unité de la cohérence et de la constance: celles d'un honnête homme. Nous avons l'impression très agréable d'être installés en sa compagnie dans des fauteuils très confortables, et qu'il échange avec nous sur le ton de la conversation... Avec un humour espiègle, mais jamais condescendant, il multiplie les paradoxes qui donnent à réfléchir et non à admirer des paillettes. On côtoie des écrivains, des journalistes, des théosophes, des spirites, des hommes politiques... ainsi que leurs théories plus ou moins fumeuses. Son évocation d'Henry James est drôle et pertinente: «Et ce qui regardait la scène par-dessus la table du goûter, on voyait bien que c'était toujours le raffinement puritain de Boston. Ce court espace à travers lequel Henry

James regardait la scène était plus large que l'Atlantique.» Tout le livre est truffé de notations du même tonneau! Il raconte aussi et surtout sa participation aux débats de son époque, et certaines de ses visions prémonitoires nous éclatent à la figure: «Il n'y a que l'épaisseur d'une feuille de papier entre l'impérialiste et l'internationaliste». Chesterton a également perçu tous les travers de l'Empire britannique, tout en exposant les bons motifs de son patriotisme. Bref, on conçoit qu'il ait beaucoup d'admirateurs et d'adeptes, car il a su voir à son époque le désastre à venir:

«Pour peu que la concentration matérialiste continue, l'homme sera en possession de rien du tout; et même pas de son propre corps. Déjà plane à l'horizon le fléau ravageur de la stérilisation ou de l'hygiène sociale, appliquée à chacun, et imposée par personne.»

### CE QU'IL EN RESTE

Cette œuvre est si dense, ouvre des perspectives de réflexion si nombreuses, qu'il est presque im-





possible d'en faire état. Mais le fil conducteur est l'honnêteté intellectuelle, l'humilité, l'humour sans futilité, la profondeur sans lourdeur. On ne peut non plus faire l'impasse, n'en déplaise aux incroyants, sur la direction, le sens de son intelligence. «Ce furent les laïques qui me poussèrent vers une morale théologique, en détruisant eux-mêmes toute possibilité saine ou rationnelle de morale laïque.» Ce passage assez long, lumineux, est un argumentaire contre le cul de sac spirituel devant lequel se trouvent les athées. GKC ne pontifie pas pour autant, car il intègre

sa propre expérience, et plaint finalement ceux qui sont fermés à leur propre âme. Pour en revenir à sa pertinence quasiment universelle sur les sources d'une civilisation digne de ce nom, il fait le lien avec Giono, Siniavsky et d'autres lorsqu'il écrit: «Ce sont les paysans qui voient les fées. C'est l'ouvrier agricole qui nomme une bêche une bêche, qui appelle aussi un esprit un esprit.» On ne peut faire ici la liste de toutes les voies explorées non seulement avec

intelligence, mais avec une bienveillance sous-jacente qui neutralise les arguments dogmatiques.

#### A QUI L'ADMINISTRER?

Ceux qui ont le bonheur de le fréquenter déjà auront grand profit à relire. Pour les autres, je leur souhaite de passer de grands moments de jubilation en la compagnie de ce grand homme.

- Gilbert Keith Chesterton, *L'homme à la clef d'or*, Desclée de Brouwer, 1948 (Les Belles Lettres, 2015).

## TURBULENCES

**MARQUE-PAGES · La semaine du 19 au 25 septembre 2021**

**LES INCONTOURNABLES DE LA SEMAINE SÉLECTIONNÉS PAR SLOBODAN DESPOT**

**Cas d'école.** Aux Etats-Unis, la gestion de la pandémie est pilotée par le CDC, et celle des vaccinations par sa commission consultative sur les pratiques immunologiques (*Advisory Committee on Immunization Practices*, ACIP). Dans un article très factuel, le site juridique lawfirms.com relève que les membres de l'ACIP sont très intéressés non seulement par la santé des Américains, mais également par celle de leurs portefeuilles dans la mesure où ils sont eux-mêmes propriétaires de dizaines de brevets dans le domaine médical et immunologique.

«Au total, 56 brevets individuels se sont avérés être détenus ou partagés par un ou plusieurs membres du comité ACIP ou d'autres comités au sein du CDC.»

Pour un comité de 12 membres, cela fait presque 5 brevets par personne, en moyenne. Mais ce n'est pas tout: ils «reçoivent régulièrement des fonds pour leurs travaux de recherche de la part des mêmes entreprises pharmaceutiques qui fabriquent les vaccins qui sont finalement vendus au public». Y aurait-il une définition plus scolaire du concept de *conflit d'intérêts*?

**Provoc?** Le pompier pyromane abat ses cartes. Ceci est vraiment bizarre. Pourquoi les autorités bernoises ont-elles soudain si envie qu'une manifestation anti-pass sanitaire se tienne sans sécurité, avec les Antifas violents en embuscade? Et quel est le rôle de leur émissaire au sourire si faux-jeton?

**Un soupçon...** Aurait-on fusillé délibérément le Remdesivir de Gilead pour faire place aux vaccins? Le traitement avait

le désavantage de nécessiter une prise en charge très précoce des patients... et dans ces conditions aurait pu massivement réduire les hospitalisations, selon une nouvelle étude:

Les chercheurs ont constaté que le remdesivir réduisait le risque d'hospitalisation de 87 % par rapport à un placebo que la moitié des participants à l'étude ont reçu. Au total, 562 patients, tous jugés à haut risque par l'étude COVID-19, ont été mobilisés dans l'essai.

Bon, l'étude provient de chez le fabricant lui-même...

**Déblanchiment.** On s'en doutait: il y a trop de Blancs dans les orchestres classiques! Afin de rétablir l'équilibre, l'English Touring Opera va virer 14 musiciens à cause de leur couleur de peau trop claire. Il n'est pas précisé si leurs remplaçants adéquatement colorés sauront jouer, ni de quoi. Ni si on va leur imposer de suivre des partitions écrites et imprimées par des Blancos...

**Un mort bien convenable.** Pas très à l'aise, le «plus puissant médecin du monde», Bill Gates, lorsqu'on l'interroge sur un certain Epstein. «Hem... J'ai eu des dîners avec lui...» répond-il à la journaliste de PBS, sur quoi elle rappelle qu'il est établi qu'il a fait cinq vols sur son jet privé des années après que ledit Epstein eût été condamné pour pédophilie. Dénégation de la tête! «Il est mort!» répond-il, et il le répète. Nettement plus fréquentable mort que vivant, le Jeffrey. Quelle bonne idée il a eue de se pendre...

**A la sarbacane!** Piégé en caméra cachée par l'équipe de Project Veritas, un économiste de la FDA, Taylor Lee, livre le fond de ses pensées et projets: injecter le vaccin «à la sarbacane» aux Afro-Américains réticents, et constituer un registre strict des non vaccinés en vue de l'injec-

tion obligatoire pour tous. «Ça fait un peu Allemagne nazie, c'est vrai, mais bof...»

**Que vous faut-il de plus?** La FDA est l'autorité suprême aux USA contrôlant la sûreté des aliments et des médicaments. Dans son long debriefing vidéo de 8 heures, on peut entendre (à 4 h 21) un aveu intéressant sur les vaccins: «Nous tuons plus de gens que nous n'en sauvons avec ces injections». Ce que montre, selon Alexandra Henrion-Caude, la dernière étude Pfizer: 20 morts dans le groupe vacciné contre 14 dans le groupe placebo. Dans la même vidéo, on remet en question la troisième dose au point de limiter leur injection aux seuls sujets de plus de 65 ans... Mais cela intéresse-t-il les gouvernements?

**Le diagramme Covid.** Du travail de dentellier! Un informaticien allemand qui souhaite rester anonyme a consacré des mois de recherches à créer un document de réseau unique et détaillé, intitulé The

COVID Network Complex. Cet ensemble de diagrammes établit le réseau complexe, neuronal, entre les ONG, les corporations, les institutions et les personnes qui incarnent le système covidien planétaire. En rassemblant 6500 objets et plus de 7200 liens, ainsi qu'une grande partie des flux financiers, l'enquête reconstitue un véritable gouvernement parallèle. Seules les sources accessibles au public ont été utilisées dans l'analyse. On y apprend entre bien d'autres choses que l'alliance GAVI, le lobby mondial de la vaccination, jouit d'une complète immunité juridique en Suisse.

**Prophétique.** Nicolas Bonnal cite et commente les étonnantes réflexions de Rudolf Steiner, le fondateur de l'anthroposophie, au sujet des vaccins en 1917. Selon lui, la science à venir s'emploiera à *déspiritualiser* les jeunes générations en les amputant d'âme, y compris par voie médicamenteuse.

## Pain de méninges

### NOUS RAPPELER D'OÙ NOUS VENONS

Dieu a pris des graines dans d'autres mondes et les a semées sur cette terre et elles ont germé. Mais ce qui pousse ne vit et ne connaît la vitalité que par son sens du contact avec les autres mondes mystérieux. Beaucoup de choses sur terre nous sont cachées, mais en échange nous avons reçu un sens secret et caché de notre lien vivant avec un autre monde.

— Dostoïevski, *Les Frères Karamazov*.

Le magazine de l'Antipresse est une publication de l'Association L'Antipresse. Conception, design et réalisation technique: INAT Sàrl, CP 429, 1950 Sion, Suisse. Directeur-rédacteur en chef: Slobodan Despot.

**Abonnement: via le site [ANTIPRESSE.NET](http://ANTIPRESSE.NET) ou nous écrire: [antipresse@antipresse.net](mailto:antipresse@antipresse.net)**

N. B. – Les hyperliens sont actifs dans le document PDF.

*It's not a balloon, it's an airship!* (MONTY PYTHON)

# FONTAINE VERTE

PAR PATRICK GILLIÉRON LOPRENO

